

Le mythe du développement. Le cas de l'Algérie

Fouad BOUGUETTA*

En 1955, la rencontre de Bandoeng entre les pays d'Afrique et d'Asie symbolisait l'émergence du Tiers-Monde sur la scène internationale. La victoire vietnamienne sur la France, la révolution algérienne, la nationalisation du canal de Suez, la révolution cubaine, la guerre du Vietnam contre les Etats-Unis, sont des jalons parmi tant d'autres qui autorisaient bien des espoirs pour ce Tiers-Monde. Plus tard, au début des années 1970, l'appel des pays non-alignés pour un nouvel ordre économique international semblait indiquer que le Tiers-Monde avait acquis un degré de maturité et de conscience tel que son avenir paraissait ne pouvoir qu'être prospère.

Mais aux victoires éphémères allaient vite se succéder les défaites et les désillusions. Les guerres civiles, les guerres de frontières, les guerres ethniques, les guerres religieuses, les guerres de clans, les guerres tout court, ne finissent pas de rappeler au monde les inégalités profondes, chroniques, structurelles qui caractérisent notre planète en général et le Tiers-Monde en particulier.

De temps à autre, la conscience de la communauté mondiale est brutalement réveillée par des images de génocides, de "boat people" qui tentent désespérément de fuir l'horreur de leur vécu quotidien; images qui expriment d'une façon dramatique l'incapacité des régimes politiques en place de satisfaire les besoins vitaux des groupes les plus défavorisés. Les signes des inégalités sociales croissantes et du mal-développement sont partout: des îlots de prospérité au milieu de la misère la plus indescrivable, des villes surpeuplées, des campagnes misérables que les jeunes délaissent car elles n'offrent plus rien, des équipements souvent en panne, une bureaucratie paralysante, la corruption, le clientélisme, le bricolage et la "débrouille" érigés en système pour l'immense majorité et l'abondance pour l'élite. Ce sont là quelques unes des caractéristiques d'un modèle de développement inégal, déséquilibré et désarticulé qui dans un même mouvement propulse une minorité, "l'élite", au sommet de la richesse et du pouvoir et écarte et marginalise l'immense majorité de la population. Dans son rapport de 1993, le PNUD constate les échecs suivants[1] :

- Quelque 60 pays connaissent des conflits intérieurs et environ 35 millions de personnes sont réfugiés ou déplacés dans leur propre pays.
- Environ 1,3 milliards de personnes (près d'un tiers de la population du globe) vivent dans la pauvreté absolue.
- Seuls 20% des 300 millions de personnes âgées de plus de 60 ans bénéficient d'une garantie quelconque de leurs revenus.
- Quelque 800 millions de personnes n'ont toujours pas une alimentation suffisante.
- Environ 17 millions de personnes meurent chaque année de maladies infectieuses ou parasitaires.
- 34000 enfants en bas âge meurent encore de malnutrition et de maladie.
- 35% de la population adulte (environ 1 milliard de personnes) sont encore illettrés.
- Les deux tiers des illettrés sont des femmes.

Ces quelques données objectives en disent déjà très long sur la situation du Tiers-Monde. Mais une donnée fondamentale, peu ou pas du tout quantifiable, et dont les conséquences sont autrement plus graves pour le présent et l'avenir du Tiers-Monde, c'est ce sentiment d'impuissance des peuples du Tiers-Monde, cette croyance profondément ancrée que la solution aux grands défis -l'élimination de la pauvreté, de l'ignorance, de la maladie, etc.- leur échappe. Cet état d'esprit, variable qualitative, ne peut pour l'instant être inclue dans le calcul de l'indice de développement humain. Mais désormais, toute personne étudiant les problèmes de développement doit sérieusement considérer cet aspect essentiel. La responsabilité des élites qui ont pris en charge le développement des pays du Tiers-Monde, dans cet état d'esprit, est grande. Passées maîtres dans l'art de l'utilisation de l'argument de la dépendance, qu'elles évacueront bien sûr d'un aspect essentiel, les contradictions propres aux pays du Tiers-Monde, ces élites blâmeront les pays développés pour tous leurs problèmes. Mais en même temps, leur foi dans le modèle de développement de ces pays reste infaillible. Leur rêve est de maîtriser leur technologie qui reste à leurs yeux l'unique solution aux problèmes du Tiers-Monde. Elles traduisent les besoins de leurs peuples en besoins de technologies toutes faites et de produits fabriqués dans les pays développés. Ces technologies et produits de systèmes sociaux où la recherche du profit reste l'objectif essentiel, deviennent des solutions toutes prêtes aux besoins des peuples du Tiers-Monde. Entre-temps, les buts réels du développement -l'élimination de la faim, de la pauvreté, de l'ignorance- sont oubliés. Comme dirait Ivan Illich, "la soif se traduit par le besoin d'un coca"[2].

Afin d'obtenir la technologie des pays développés, les pays du Tiers-Monde établissent des institutions et s'engagent dans des pratiques copiées sur les producteurs de technologie. Très vite, tout le projet de développement devient un simple processus de mimétisme caractérisé par la prééminence des formes et des rituels sur les facteurs qui ont permis aux pays avancés de se développer en premier lieu. Cet état d'esprit est bien décrit par Chinweizu à travers le parallèle qu'il établit entre les "cultes du cargo" et le culte du développement[3].

Les cultes du cargo sont apparus en Mélanésie durant la période coloniale. Les populations locales, qui n'avaient qu'un contact marginal avec les colons européens, voyaient ces derniers obtenir des biens manufacturés mais n'arrivaient pas à comprendre les processus de production et de commercialisation de ces biens. Elles interprétaient alors certains aspects des comportements des européens comme étant des rituels dont le but était d'obtenir des dieux des biens matériels; rituels que ces populations essaient de copier. Les cultes du cargo étaient basés sur la croyance que les dieux et les esprits qui sont leurs agents, chargeaient sur les bateaux des biens manufacturés qu'ils envoyaient aux mélanésiens. Ces biens devaient les libérer de tout besoin de travailler ou de payer des taxes. Afin donc d'inciter ces dieux et leurs esprits à envoyer des chargements, les mélanésiens observaient des rituels tels que des parades militaires, des cérémonies d'accueil, etc. Et pour préparer l'arrivée du cargo, toute une infrastructure d'accueil était construite. Les membres du culte se mettaient alors à attendre et attendre... Une fois qu'ils se rendaient compte que le cargo n'arrivait pas, alors ils se mettaient à blâmer les européens qui, croyaient-ils, avaient détourné le cargo pour une autre destination.

Pour Chinweizu, les élites du Tiers-Monde ont inventé un culte du développement qui ressemble fort bien au culte du cargo et dont les rituels sont pratiqués avec le même engouement et la même futilité. Maintenant, ce sont les pays développés qui sont les dieux et ce sont leurs entreprises et multinationales qui sont les esprits. Les rituels sont ceux de la planification du développement, la construction des infrastructures d'accueil, l'organisation de l'importation, les investissements étrangers, etc. Et quand tout ce processus ne produit pas le développement escompté, d'autres rituels sont inventés. Le rituel Nord/Sud fut inventé afin de persuader les dieux et leurs esprits d'envoyer de l'aide, de transférer de la technologie, d'assurer de meilleurs termes de l'échange au Tiers-Monde. Avec le culte du cargo, il y a comme une fixation sur les biens de consommation qui deviennent l'objectif essentiel sans toutefois le développement préalable d'une culture industrielle qui permettrait la production de ces biens. Ce mal-développement constitue un obstacle majeur aux facteurs susceptibles de favoriser la création d'une capacité

productive indépendante. Dans la plupart des pays du Tiers-Monde, la plus grande partie de ce qui est consommé est importé. Ce développement d'une société de consommation avant l'établissement d'une capacité de production indépendante, freine toute possibilité d'accumulation de capital. C'est pourquoi, presque toutes les stratégies de développement dans le Tiers-Monde préconisent un type de développement forcément extraverti dans le but d'obtenir des pays développés les capitaux que le Tiers-Monde est incapable d'accumuler. Ces capitaux ne servent en dernier lieu, qu'à l'importation de biens de consommation et à la construction d'une infrastructure de distribution de ces même biens. Ce type de développement, s'il convient parfaitement aux pays développés qui s'intéressent à des marchés plutôt qu'à l'émergence de capacités de production concurrentes, ne peut à long terme que nuire aux peuples du Tiers-Monde.

Confrontées à des besoins toujours plus pressants dans leurs pays, les élites du Tiers-Monde ont de plus en plus besoin d'importer des biens en provenance des pays développés. Elles en viennent donc à demander de plus en plus de prêts et d'aide et de meilleurs termes de l'échange. Leur appel pour un nouvel ordre international a, d'une manière ou d'une autre, été rejeté par les pays développés. Les négociations Nord/Sud, auxquelles les élites du Tiers-Monde accordaient, et accordent toujours, tant d'importance dans leurs schémas de développement, leur offrent l'occasion de faire croire à leurs peuples que leurs élites se battent durement pour leur bien-être, ce qui rend donc leur pouvoir légitime.

Afin donc de préserver leur domination sur leur peuple et de continuer à jouir des biens de consommation des pays développés, les élites du Tiers-Monde ont encouragé la mentalité du culte du cargo qui constitue en fait la négation de toute possibilité de développement endogène. Plus que jamais, le Tiers-Monde est convaincu que la seule voie de développement possible est celle qui consiste à acquérir les biens -les biens manufacturés ou la technologie qui sert à produire ces même biens- des pays développés. Cette mentalité ou état d'esprit constitue un obstacle à l'imagination, la créativité et le travail seuls producteurs de richesse. Plus encore, comme il a été décidé que la seule façon de se développer était de mimer les pays développés, les choix offerts aux peuples du Tiers-Monde se trouvent du coup limités par les nécessités d'un système social où la recherche du profit reste l'élément essentiel. Des technologies qui ouvriraient des perspectives intéressantes pour le Tiers-Monde mais qui ne rapporteraient pas de profit se trouvent écartées de son champs de possibilités. Le sens même des possibilités chez les peuples du Tiers-Monde devient alors limité par des raisons qui n'ont rien à voir avec leurs besoins. Leur conscience a été façonnée de la sorte par ces mêmes élites qui, au niveau international, ont dénoncé les pratiques impérialistes des pays développés avec tant de force. Au niveau national cependant, les

élites au pouvoir ont tout fait pour produire une forme de conscience et un état d'esprit si dépendant des systèmes sociaux des pays développés. Dans ce sens, elles ont accompli le contraire même de ce qu'elles proclamaient; elles sont arrivées à maintenir le sous-développement, car ce dernier est aussi et peut-être surtout un état d'esprit. Cette forme de conscience, ou état d'esprit, est devenue la caractéristique essentielle de tous les pays du Tiers-Monde quelle que soit leur régime politique ou idéologie officielle. Les attitudes et la rhétorique anti-impérialistes sont présentes dans chaque pays tout comme la foi aveugle dans les modèles de développement de ces pays que l'on accuse de pratiques impérialistes. Le fait est que le nationalisme qui s'exprime sous forme d'anti-impérialisme n'est que, comme le dit si bien Ivan Illich, "...l'affirmation du droit des élites post-coloniales de répéter l'histoire et de suivre le chemin parcouru par les riches vers la consommation universelle des biens mondialement commercialisés..."[4].

A l'aube du 21ème siècle, et au moment où se dessinent déjà les contours de grands ensembles économiques dont la puissance sera certainement colossale, les peuples du Tiers-Monde, démunis et ne croyant plus en leurs possibilités, se demandent si les cargos que les dieux occidentaux leur envoyaient -l'aide des pays riches au Tiers-Monde- ne vont point être détournés vers d'autres pays plus proches d'eux. L'aide se faisant rare, l'appel pour un nouvel ordre économique et les négociations Nord/Sud n'ayant rien donné, une concurrence d'un genre nouveau s'établit entre les pays du Tiers-Monde. Les élites au pouvoir doivent maintenant convaincre les pays développés que leurs pays méritent réellement cette aide. La course pour le bas du classement a commencé: c'est à qui serait classé parmi les pays les plus pauvres de la planète. Triste compétition que celle dans laquelle bien des pays du Tiers-Monde sont aujourd'hui engagés. Triste réalité que celle des peuples du Tiers-Monde pour qui, il n'y a pas si longtemps encore, tous les espoirs étaient permis.

L'Algérie n'aura pas échappé à ce mouvement d'ensemble des pays du Tiers-Monde. Modèle de développement pour les pays du Tiers-Monde pendant les années 1970, elle est aujourd'hui elle-même à la recherche d'un modèle. Et, comble d'ironie, certains pays parmi les plus pauvres de la planète et placés sous des régimes politiques des plus totalitaires sont devenus des modèles pour une bonne partie du peuple algérien. Terrible constat d'échec que celui exprimé par cette population qui ne se reconnaît plus dans l'Algérie. Que s'est-il passé en trente années d'indépendance pour qu'une grande partie des algériens, les jeunes, n'aspirent plus qu'à une chose, quitter ce pays? De quel capital et de quelles potentialités l'Algérie disposait-elle en 1962, au lendemain de l'indépendance, et de quel capital dispose-t-elle aujourd'hui? Que s'est-il passé pour qu'on arrive à une crise aussi aigue?

Les économistes, politologues, sociologues et autres intellectuels, armés des théories en vogue durant les années 1960 et 1970 mettront l'accent sur le capital ressources naturelles dont disposait l'Algérie et le capital politique dont elle jouissait au niveau international grâce à sa révolution. Ce dernier devait aider l'Algérie à rallier et mobiliser les pays du Tiers-monde afin de mettre fin aux différents mécanismes de transfert de richesses de ces pays vers les pays développés; mécanismes qui s'expliquaient par les liens de dépendance qui existaient entre les pays du Tiers-Monde et les pays développés. Durant les années 1960 et 1970, les élites au pouvoir sauront effectivement mettre à profit le capital politique que leur conférait le crédit de la révolution algérienne pour mieux faire valoir les ressources naturelles du pays; ressources qui devaient servir à la construction d'un Etat fort et moderne seul garant du développement. Les élites au pouvoir ne bénéficiant pas de la légitimité populaire et en l'absence donc de toute participation du peuple à l'élaboration de ce projet social, en vinrent à construire leur propre Etat et à concevoir leur propre développement. Pour que ce projet se réalisât, il fallait, à défaut d'adhésion populaire, s'assurer au moins du silence du peuple. L'Algérie, devenue membre influent des pays non-alignés, réussit à réaliser des gains considérables sur le front de l'échange international en utilisant sa ressource naturelle principale, les hydrocarbures. Une bonne partie de la rente ainsi obtenue devait servir à "acheter" le silence du peuple et permettre aux élites au pouvoir de poursuivre leur projet social en toute quiétude. Une énorme bureaucratie fut mise en place pour gérer la distribution de cette rente. L'Etat fort qu'on voulait construire devint cette énorme machine bureaucratique gestionnaire de la rente. L'Etat que l'on voulait moderne, modernisa la gestion de cette rente dans la mesure où chaque citoyen recevait maintenant "sa part de pétrole" sous forme de biens importés, de logements, d'emplois, d'éducation et de soins gratuits. Ainsi naquit l'Etat providence qui distribuait la rente sans contrepartie aucune. Et le développement devint un simple mimétisme, aveugle et stupide, de pratiques qui, elles, ont fait le développement d'autres pays.

Ainsi, les travailleurs faisaient semblant d'aller au travail sans toutefois travailler, mais forts de leur droit à l'emploi, percevaient des salaires et revendiquaient plus. Des étudiants faisaient semblant d'étudier sans toutefois fournir le moindre effort pour acquérir un savoir et mériter ainsi leurs diplômes. L'Etat faisait semblant de distribuer des bénéfices à des unités de production qui ne produisaient pas grand chose. Tout le monde faisait semblant, et en apparence l'Algérie se développait. La rente pétrolière couvrait tout. Une sorte de contrat social était tacitement accepté par le peuple et l'Etat providence. Ce dernier s'occupait de répondre aux besoins des populations et le peuple laissait faire les élites

au pouvoir. Une stabilité politique était atteinte et la paix sociale semblait régner. Tout paraissait être pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Des pays du Tiers-Monde en vinrent à envier l'Algérie qui était devenu un modèle de développement.

Et plus les prix du pétrole augmentaient, plus le développement prenait l'apparence de la réalité. Le besoin de consommation devenant de plus en plus grand chez les algériens, et la rente pétrolière devenant conséquente, les élites au pouvoir décidèrent, au début des années 1980, de ne plus transformer cette dernière en biens d'équipement mais plutôt en biens de consommation. Le peuple était heureux. Les élites au pouvoir avaient bien négocié la rente et les dieux de l'occident n'arrêtaient pas de charger ces bateaux qui n'en finissaient pas de décharger leurs biens dans les ports du pays. Les travailleurs faisaient toujours semblant de travailler, les unités de production ne produisaient pas grand chose, mais qu'importe, les grandes surfaces étaient pleines à craquer de biens de consommation.

Ainsi fut compris le développement. Et d'amalgame en amalgame, de glissement en glissement, les notions de mérite, de travail, de compétences, disparurent peu à peu et les algériens se mirent à tout attendre de l'Etat sans avoir à donner quoi que ce soit d'eux-mêmes. L'algérien, hier fier et austère, travailleur honnête et généreux dans l'effort, devint amoureux du gain facile et du bien mal acquis. Ainsi fut dilapidé le plus précieux des capitaux dont disposait l'Algérie, les valeurs sociales fruits de la longue et dure histoire de l'Algérie. Ce capital aurait pu contribuer au développement, et ce dernier aurait été réel car partant des potentialités humaines du pays et de ses valeurs sûres. Une fois ces valeurs abandonnées et les prix du pétrole en chute libre, la crise devint de plus en plus aiguë à partir de la moitié des années 1980. Le peuple algérien, séduit par un modèle de consommation, celui des sociétés où l'on ne fait pas que consommer mais où l'on produit aussi, et bien installé dans une culture d'inertie, ne voulut pas accepter qu'il y ait moins de biens, moins de logements, moins d'emplois à distribuer. Et dans cet élan dévastateur d'octobre 1988, il exprima sa colère aux élites au pouvoir qu'il accusait, tout comme les mélanésien, d'avoir détourné les fruits de la rente que les dieux lui destinaient.

NOTES :

1. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 1993, p.12.
2. Ivan Illich, Celebration of awareness, Pantheon Books, New York, 1983, p.166.

Voir aussi à ce sujet l'excellent essai d'Ivan Illich *Toward a history*

of needs ou il montre le processus de « modernisation de la pauvreté » à travers une certaine croissance économique et son corollaire la dépendance de l'individu vis-à-vis des produits manufacturés .

3. Chinweizu, Decolonizing the economy, South, No.31, mai, 1983.
4. Ivan Illich, op. cit., p.179 (traduction personnelle).

BIBLIOGRAPHIE :

1. Allouche , Merzak et Vincent Colonna (sous la direction de), Algérie, 30 Ans, Editions Autrement, Paris, 1992.
2. Amin, Galal A., The Modernization of Poverty, E.J. Brill, Leiden, Netherlands, 1974.
3. Balta, Paul, Le Grand Maghreb, La Découverte, Paris, 1990.
4. Baranson, Jack, Industrial Technologies for Developing Countries, Frederick A. Praeger Publishers, New York, 1969.
5. Baranson, Jack, North-South Technology Transfer, Lomond Publications Inc., Mt. Airy, Maryland, 1981.
6. Bhagwati, Jagdish N. (éditeur), The New International Economic Order : The North-South Debate, MIT Press, Cambridge, MA, 1977.
7. Chinweizu, Decolonizing the Economy, South, No.31, mai, 1983.
8. Emmanuel, Arghiri, Appropriate or Underdeveloped Technology ?, John Wiley & Sons, New York, 1982.
9. Gauhar, Altaf (éditeur), Talking about Development, Third World Foundation, London, 1983.
10. Hoogvelt, Ankie M.M., The Third World in Global Development, The Macmillan Press LTD, London and Basingstoke, 1982.
11. Illich, Ivan, Celebration of Awareness, Pantheon Books, New York, 1983.
12. Illich, Ivan, Toward a History of Needs, Bantam Books, New York, 1980.
13. Lacoste, Camille et Yves (sous la direction de), L'Etat du Maghreb, La Découverte, Paris, 1991.
14. Lawless, Richard et Allan Findlay, North Africa Contemporary Politics and Economic Development, St. Martin's Press, New York, 1984.
15. Loup, Jacques, Can the Third World Survive ?, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1983.
16. PNUD, Rapport Mondial sur le Développement Humain 1993, Economica, Paris, 1993.

- Maître de conférence à l'institut des sciences de la communication, directeur de l' UREFE.